

Nation, le 26 avril 2005, et conformément aux recommandations du Médiateur, je prends immédiatement, en vertu des pouvoirs que me confère l'article 48 de notre Constitution, des décisions qui portent sur :

1° Le financement sur fonds publics des Partis et Groupements politiques et des candidats à l'élection présidentielle ;

2° L'identification des personnes et le séjour des étrangers en Côte d'Ivoire ;

3° La Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI) ;

4° La composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante (CEI) ;

5° Les dispositions spéciales en matière de naturalisation ;

6° Le Code de la Nationalité.

Toutes ces décisions, qui ont force de loi, prennent effet à compter de ce jour, 15 juillet 2005. Elles seront publiées selon la procédure d'urgence ainsi qu'au *Journal Officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Mes chers compatriotes,

Chers amis de la Côte d'Ivoire,

Nous devons avancer, encore et toujours. Il faut éliminer les derniers obstacles. Il faut aller au désarmement. Il faut aller aux élections. Il faut aller à la réunification du pays et à la paix.

Ce soir, je pense aux populations du Nord, du Centre et de l'Ouest qui sont séparées de leurs concitoyens depuis trois ans. Nous formons un seul et même peuple. Ceux qui ont pris les armes contre la mère Patrie voulaient évincer un homme du pouvoir. Je prends des décisions pour reconstruire la Côte d'Ivoire et recoudre le tissu social déchiré par la guerre.

Aujourd'hui, plus rien ne s'oppose au désarmement, à la réunification du pays et à l'organisation des élections générales en 2005. L'Afrique a besoin de la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire a besoin d'être réunifiée maintenant. La Côte d'Ivoire veut l'unité nationale, l'intégration de tous dans le processus de réconciliation, la tolérance, la fraternité, la paix dans les cœurs et dans les esprits, la paix sur l'ensemble du territoire national.

Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire !

Je vous remercie !

*DECISION n° 2005-03/PR du 15 juillet 2005 relative au Code de la Nationalité.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 2000-513 du 1<sup>er</sup> août 2000 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 48 ;

Vu le règlement de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 2001-303 du 5 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 et la loi n° 2004-662 du 17 décembre 2004 ;

Vu les avis du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil constitutionnel ;

Vu le message à la nation du Président de la République en date du 26 avril 2005,

DECIDE :

Article premier. — L'article 12 de la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité telle que modifiée par les lois n°s 72-852 du 21 décembre 1972 et 2004-662 du 17 décembre 2004, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

### TITRE III

#### DE L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE IVOIRIENNE

#### CHAPITRE PREMIER

#### *Des modes d'acquisition de la Nationalité ivoirienne*

Article 12. — (*nouveau*). — Sous réserve des dispositions des articles 13, 14 et 40, la femme de nationalité étrangère qui épouse un ivoirien peut acquérir la nationalité ivoirienne à condition d'en faire l'option au moment de la célébration du mariage.

Sous réserve des dispositions de l'article 40, l'homme de nationalité étrangère qui épouse une ivoirienne peut acquérir la nationalité ivoirienne lors de la célébration du mariage et à condition d'en faire l'option.

Art. 2. — Les modifications apportées par la loi n° 2004-662 du 17 décembre 2004 à l'article 53 de la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972, sont abrogées.

Art. 3. — La présente décision déroge à toute disposition antérieure contraire.

Art. 4. — Le ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice est chargé de l'exécution de la présente décision.

Art. 5. — La présente décision, qui prend effet à la date de sa signature, sera publiée selon la procédure d'urgence, ainsi qu'au *Journal Officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 15 juillet 2005.

Laurent GBAGBO.

*DECISION n° 2005-04/PR du 15 juillet 2005 portant dispositions spéciales en matière de Naturalisation.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 2000-513 du 1<sup>er</sup> août 2000 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 48 ;

Vu le règlement de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 2001-303 du 5 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu les avis du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil constitutionnel ;

Vu la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 et la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 ;

Vu la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 ;

Vu le message à la nation du Président de la République en date du 26 avril 2005,

DECIDE :

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Dispositions générales*

Article premier. — La présente décision institue des dispositions spéciales et exceptionnelles en matière de naturalisation.

Les conditions générales de naturalisation sont requises chaque fois qu'elles ne sont pas exclues par la présente décision.

#### CHAPITRE 2

##### *De la détermination des bénéficiaires*

Art. 2. — Sont concernés par la présente décision :

1° Les anciens bénéficiaires des articles 17 à 23 de la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 et la loi n° 2004-662 du 17 décembre 2004, n'ayant pas exercé leur droit d'option dans les délais prescrits ;

2° Les personnes résidant en Côte d'Ivoire avant le 7 août 1960 et n'ayant pas exercé leur droit d'option dans les délais prescrits.

#### CHAPITRE III

##### *De la procédure de naturalisation*

Art. 3. — Les personnes indiquées à l'article 2 ci-dessus et désireuses d'acquérir la nationalité ivoirienne, doivent se faire identifier auprès de l'Administration selon les modalités ci-après :

1° La demande motivée de naturalisation, sur papier ordinaire, mentionnant la nationalité d'origine à laquelle il est renoncé, doit être adressée au Président de la République, accompagnée de deux photos d'identité, de la copie intégrale de l'extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif, des documents pouvant justifier de sa résidence en Côte d'Ivoire, ceux attestant des qualités et titres requis, ainsi que d'un extrait de casier judiciaire ;

2° Ces documents doivent être complétés par un procès verbal d'enquête administrative établi dans le village ou la ville de résidence par devant les autorités traditionnelles ;

3° Les personnes ne pouvant justifier d'aucun titre écrit ne sont pas éligibles ; de même que les personnes ayant commis des crimes ou délits contre l'autorité de l'Etat ;

4° Les services compétents pour l'instruction, disposent d'un délai de trois mois pour mettre le dossier en état d'être réglé par le Président de la République par voie de décret.

Art. 4. — Les décrets de naturalisation sont signés par le Président de la République.

Art. 5. — Une copie du décret de naturalisation est adressée au ministère de la Justice pour classement.

En cas de rejet de la demande de naturalisation par le Président de la République, notification de la décision est faite à l'intéressé et le dossier est transmis au ministère de la Justice pour archivage.

Art. 6. — Les personnes naturalisées en application de la présente décision restent soumises aux incapacités prévues par l'article 43 de la loi portant Code de la Nationalité.

Art. 7. — Les dispositions de la présente décision sont applicables pour une période de douze mois dès son entrée en vigueur.

Art. 8. — Un décret pris en Conseil des ministres précisera les modalités d'application de la présente décision.

Art. 9. — La présente décision déroge à toute disposition antérieure contraire.

Art. 10. — Le ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice est chargé de l'exécution de la présente décision.

Art. 11. — La présente décision, qui prend effet à la date de sa signature, sera publiée selon la procédure d'urgence, ainsi qu'au *Journal Officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 15 juillet 2005.

Laurent GBAGBO.

*DECISION n° 2005-05/PR du 15 juillet 2005 relative à l'identification des personnes et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire.*

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 2000-513 du 1<sup>er</sup> août 2000 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 48 ;

Vu le règlement de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 2001-303 du 5 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu la loi n° 2002-03 du 3 janvier 2002 relative à l'identification des personnes et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire, telle que modifiée par la loi n° 2004-303 du 3 mai 2004 ;

Vu les avis du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil constitutionnel ;

Vu le message à la nation du Président de la République en date du 26 avril 2005,

DECIDE :

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Dispositions générales*

Article premier. — L'identification est un processus administratif qui permet de spécifier un individu et de le distinguer d'un autre.

L'identité d'un individu est établie par la Carte nationale d'Identité ou par un titre de séjour.

Art. 2. — Toute personne résidant en Côte d'Ivoire est tenue de se faire identifier.

L'identification a lieu à l'issue d'opérations de vérification des déclarations recueillies auprès des nationaux et des étrangers, dans une procédure administrative définie par